

PAROLES AU SUD

Dans le monde rural, les droits des femmes peinent à être reconnus. Et ce, alors que des problématiques nouvelles, liées à l'urbanisation, au réchauffement climatique ou aux contextes politiques et migratoires précarisent plus encore ces femmes qui ont un rôle clé dans les agricultures familiales.

Femmes au champ et à la ville

▮ Avec les propos de Nunu Salufa (RDC), Chantal Soubeiga (Burkina Faso), Graciela Lopez Quinteros (Bolivie), Alessandra Turco (Italie) et Marianne Streel (Belgique). ▮

En Afrique, comme en Amérique du Sud, les textes législatifs abordent de plus en plus la question de l'égalité des droits. Sur le terrain, la question est de plus en plus présente à travers des projets en partenariat avec les ONG et les associations locales. Mais il faut rester vigilant : le contexte politique et économique favorise une réémergence de problématiques liées à l'extrême pauvreté, notamment dans le sud de l'Europe où l'intensification de l'agriculture à grande échelle ne cesse de hâter la disparition des petites et moyennes exploitations et favorise toutes les dérives en matière de travail agricole.

Les traditions ont la vie dure

Selon le rapport « Women Matter Africa »¹, en 2015, le continent africain est la deuxième région du monde où la représentativité des femmes dans le monde politique s'est le plus améliorée ces 15 dernières années en augmentant de 25% entre 2000 et 2015. Mais beaucoup reste à faire sur le terrain. Au Burundi, au Burkina, en RDC, les politiques en faveur de la non-discrimination entre les hommes et les femmes se heurtent à une réalité de terrain où les traditions ont la vie dure. Dans un rapport réalisé en février 2018 lors d'une mission de SOS Faim au Burkina Faso,



Nunu Salufa.
Illustration © Philippe de Kemmeter

Noémie Lambert observait : « Au niveau de sa politique genre, le Burkina Faso est un pays très avancé. Précurseur en Afrique de l'Ouest avec son Code de la famille très égalitaire paru en 1990, le pays s'est doté depuis 2009 d'une politique nationale genre basée sur une approche (...) assortie d'un plan d'action renouvelé tous les trois ans. Malgré le volontarisme exprimé dans les textes, la mise en œuvre de ces politiques reste cependant très difficile. (...) Dans le contexte de l'Afrique rurale, la femme est difficilement prise en compte comme un individu autonome : ce concept est mal admis dans la plupart de ces sociétés fonctionnant sur un mode plus communautaire qu'individualiste. (...) Ainsi, il est ressorti plusieurs fois au cours des rencontres que, au Burkina, la femme est une perpétuelle étrangère. La jeune fille est une étrangère dans sa propre famille (elle est appelée à partir) et la femme mariée est une étrangère dans la famille de son mari qui l'accueille. (...) La famille étant définie par les hommes, une femme est toujours aussi définie par rapport

Le champ n'est pas rémunérateur pour la femme car elle ne peut rien garder.

Nunu Salufa (République démocratique du Congo)

1 Mac Kinsey, « Women Matter Africa », août 2016.

à un homme. (...) Le système de filiation impacte la définition des individus mais aussi la propriété. La terre en particulier appartient à une famille (...)». Et si la loi en matière de transmission a évolué sur le papier, cela n'a pas vraiment d'effet: «On a beau dire aux femmes qu'elles ont des droits, qu'elles peuvent aller au tribunal, c'est vraiment pour elles le dernier recours possible, car elles risquent d'être rejetées par leur famille, leur communauté, leur village», conclut Noémie Lambert².

Pire à la ville qu'au champ

Nunu Salufa, secrétaire exécutive de l'Association pour la promotion de l'entreprenariat féminin (Apef) en République démocratique du Congo, rappelle combien le rôle de la femme en agriculture s'inscrit aussi dans une perspective familiale: «Dans le monde rural, la femme travaille au champ. Pourtant, le champ n'est pas rémunérateur, il n'y a pas de plus-value, la femme ne peut rien garder. En ville, la situation est pire, car les femmes restent à la maison et n'ont rien du tout. La femme congolaise se rend bien compte de ces injustices mais les habitudes sont là, de génération en génération: la femme en se mariant arrive dans une nouvelle famille, où elle n'a pas de droits. C'est pourquoi j'insiste à travers mes formations sur la dépendance économique qui freine l'autonomie des femmes. Parmi nos ateliers, il y a celui de l'entrepreneuriat responsable: les travaux sont réalisés par les hommes mais en même temps, pour que l'entreprise fonctionne, il faut aussi que les femmes aient une certaine autonomie de gestion et puissent participer à des instances de décision. Mais c'est vrai qu'on se heurte encore au poids de la tradition et que des hommes plutôt machos ne sont pas favorables à cette émancipation. Dans les milieux urbains, les mentalités évoluent toutefois.»

Cheminer ensemble

Les actions collectives, nées des liens de solidarité avec, notamment l'appui d'ONG ou d'organisations rurales, se multiplient néanmoins, parvenant à donner aux femmes rurales de plus en plus de visibilité. Au Burkina Faso, Chantal Soubeiga, une productrice en élevage et en agriculture qui a suivi une for-

Il y a un adage chez nous qui dit qu'on ne peut pas ramasser la farine avec une seule main.

Chantal Soubeiga (Burkina Faso)



Chantal Soubeiga.
Illustration © Philippe de Kemmeter

mation avec l'association locale Apil (Action pour la promotion des initiatives locales), confirme l'importance de la dimension collective des actions: «L'ONG a discuté avec les chefs de village et a réussi à leur faire comprendre la nécessité que les femmes aient accès à la terre, mais nous devons prouver que nous méritons ces terres, car certains hommes sont toujours sceptiques. C'est une lutte sans relâche qui passe par des actions concrètes qui autonomisent la femme. Et qui passe aussi par notre autonomie financière.» Mais la perspective genre en Afrique ne doit pas être apparentée au féminisme des pays occidentaux. Il s'agit plutôt d'une approche unie de la famille dans son ensemble, où la femme est partie prenante et non considérée en tant qu'individualité. Et Nunu Salufa de définir la notion d'émancipation de la femme en insistant sur la dimension sociale, en rappelant l'importance du respect et de la collaboration avec l'homme «pour cheminer dans le but de s'entraider et de décider ensemble.» Une vision inclusive du genre dont doivent tenir compte les politiques de coopération.

² Noémie Lambert. Rapport de mission Mission Burkina: du 7 au 17 février 2018. SOS-Faim.



Illustration © Philippe de Kemmeter

Garantes d'une agriculture familiale et résiliente

« C'est le travail agricole des femmes qui nourrit la famille, rappelle Nunu Salufa. Leurs cultures, essentiellement vivrières, représentent un des défis de l'agriculture familiale, car elles sont au cœur de la sécurité alimentaire. Or dans le même temps, les femmes ont un accès limité à ces terres, qui ne sont pas à elles. Il faut améliorer leur accès aux intrants, mais aussi au crédit agricole, car si les femmes ont des crédits, elles pourront produire plus, ce qui leur permettra d'augmenter cette plus-value qu'elles n'ont pas actuellement. Ce qui différencie fort les hommes des femmes, c'est que les hommes ne sont intéressés que par une agriculture de rente, comme le cacao ou le café, qu'ils peuvent vendre pour avoir des revenus plus importants. La femme gère des urgences, cherche à satisfaire les besoins de la famille. Pour relever le défi de la souveraineté ali-

mentaire, il faut que la femme acquière des moyens suffisants. Après l'Année internationale de l'agriculture familiale, les autorités ont affirmé que c'était une des priorités de leurs politiques. Aujourd'hui l'agriculture familiale représente un pourcentage infime du budget et les mesures politiques prises n'ont pas d'effet sur le terrain. » Chantal Soubeiga renchérit : « Il y a un adage chez nous qui dit qu'on ne peut pas ramasser la farine avec une seule main. Si on parle d'insécurité alimentaire, sans doute la marginalisation de la femme par les pesanteurs socioéconomiques en est un des facteurs. Car si elle avait autant de terres cultivables que les hommes, et si elle était véritablement accompagnée par un minimum d'équipement agricole ou par des microcrédits, elle pourrait sans doute contribuer aux dépenses de la famille. Avec l'agriculture, par le biais des cultures porteuses en arachide et en niébé, par exemple, ou grâce à un microcrédit qui permettrait à la femme d'ouvrir son petit commerce. J'in-

siste : la promotion des activités génératrices de revenus chez les femmes est un canal sûr pour leur autonomisation. »

L'urgence climatique

Les changements climatiques affectent les populations les plus vulnérables, et dans le Sud, ce sont les femmes qui sont les premières victimes, notamment par la nature de leur activité. Ce sont elles qui représentent la majorité des réfugiés climatiques. Les ressources en eau se raréfiant, leurs trajets se font de plus en plus longs. Leurs terres se dégradent. Ou sont inondées. Les rendre plus fortes, leur permettre de développer des techniques d'agriculture résiliente est une priorité. Chantal Soubeiga a participé avec Apil à des formations à ces techniques de résilience en élevage et en agriculture: *«J'ai suivi une formation en élevage rationnel. En agriculture, j'ai été formée à des techniques qui permettent la conservation des eaux et des sols. Avec le compost naturel, nous enrichissons nos champs et récupérons des terres jugées pauvres et inadaptées pour l'agriculture. Nous avons également été formées en techniques de production de plants, de reboisement pour une régénérescence du couvert végétal. Nous avons pu récupérer ces terres abandonnées par les hommes à cause de leur excès d'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques. Avec nos moyens rudimentaires, nous avons pu récupérer quelques hectares où nous cultivons sorgho, niébé, arachide. Et désormais, nous menons des séances de sensibilisation autour de nous pour la protection de l'environnement par le biais du reboisement et pour l'adoption de l'agroécologie.»* L'association rassemble aujourd'hui 200 femmes environ sous le nom d'« Alliance des femmes pour le Climat » et mène conjointement des actions en matière de protection de l'environnement et de l'amélioration de la condition des femmes. Cet aspect de sensibilisation est extrêmement important : trop de femmes du monde rural manquent encore d'informations sur le réchauffement climatique, alors qu'elles sont directement impactées.

Pourtant les femmes entretiennent depuis longtemps un rapport privilégié avec la nature. Dès 1973 en Inde, des militantes du mouvement des femmes indiennes Chipko manifestaient contre la déforestation, mou-

vement auquel participait Vandana Shiva, devenue depuis le symbole de la lutte des femmes contre les méthodes pratiquées par l'agro-industrie. Mais les femmes qui s'engagent en matière d'environnement font parfois l'objet d'intimidations, voire de violences, ou sont simplement critiquées par des maris qui n'acceptent pas de les voir mener des actions qui les éloignent du champ. L'Alliance mondiale pour l'action verte (Gagga), qui travaille avec des fonds locaux, soutient les voix et le leadership de ces femmes en préconisant des politiques et des cadres juridiques qui respectent et protègent leurs droits.

Repenser les modèles agricoles en Bolivie

En Bolivie, la nouvelle Constitution préconise la parité hommes-femmes (50% des parlementaires sont des femmes). Il reste cependant du chemin à parcourir pour les paysannes dans un contexte où l'exode vers les villes, largement masculin, ne cesse de s'intensifier, laissant les campagnes et les activités agricoles aux femmes, qui souvent n'ont pas plus de droits sur les terres que leurs consœurs africaines. Sur le continent latino-américain aussi, le réchauffement climatique modifie les équilibres : inondations des terres basses dans les plaines et sécheresses qui frappent régulièrement les terres situées en altitude. Aider les femmes à pratiquer une agriculture résiliente est urgent d'après Graciela Lopez Quinteros, sociologue et coordinatrice du réseau bolivien Remte (Red boliviana de mujeres transformando la economia): *«Les femmes n'ont pas accès aux intrants agricoles. Elles sont demandeuses d'une transition qui leur permettrait de protéger leurs cultures sans passer par les circuits commerciaux. Nous essayons de rendre l'agroécologie accessible au plus grand nombre. Il y a aussi la question des héritages : aujourd'hui, la Constitution reconnaît enfin aux femmes le droit à hériter de terres, ce qui représente une avancée majeure. Mais pour la mettre en pratique, il faut recenser les terres. Jusqu'à présent, ce sont les grandes superficies qui ont été cartographiées. Il reste des zones où les terres n'ont pas été redistribuées. L'absence de cadastre foncier des petits producteurs pénalise surtout les femmes.»* La féministe bolivienne garde cependant l'espoir. Elle milite

pour l'étatisation des ressources naturelles. Une perspective où les femmes ont un rôle essentiel à jouer, notamment à travers leurs activités agricoles.

Vers une précarisation des agricultrices du Nord

Au Nord, il faut rester vigilant, selon Alessandra Turco, membre de la Via Campesina et vice-présidente de l'ARI (Associazione Rurale Italiana): «*Même si nous vivons aujourd'hui dans une société qui permet aux femmes de jouer des rôles sociaux et politiques, le problème se situe encore souvent dans la qualité de leur participation dans un système qui reste très patriarcal et masculin. En Italie, il y a une grande diversification de la production à petite échelle, ce qui permet le maintien économique et environnemental de territoires complexes comme les collines et les montagnes. Mais la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne menace sérieusement ces petites exploitations souvent gérées par des femmes... L'agriculture agro-industrielle, quand elle vient s'imposer, ne respecte pas les droits humains. Dans certaines zones d'exploitation, comme en Calabre pour les oranges, dans les Pouilles pour les tomates ou au Piémont pour la récolte des fruits et du raisin, il y a une absence de contrats de travail réguliers: les journées de travail sont de 12/14 heures, ni les logements ni les services sanitaires ne sont adéquats. Les taux de violence sont très élevés, les travailleurs, et en particulier les femmes, sont socialement exclus. Et la première forme d'exploitation est l'auto-exploitation paysanne, provoquée par la trop grande charge de travail que les petites fermes paysannes doivent réaliser pour survivre dans ce système économique qui réduit les revenus de jour en jour.*»

En Wallonie aussi, la PAC a des incidences sur les exploitations agricoles, notamment suite aux diminutions des enveloppes de budget pour les exploitations wallonnes, mesures conjuguées à une crise du secteur, qui continue de précariser les agricultrices: lorsqu'un des membres du couple doit chercher du travail hors de l'exploitation, c'est tout naturellement la femme qui se tourne vers l'extérieur. «*Ce sont elles qui sont victimes en première ligne, et même si désormais il y a une réalité juridique pour les femmes, rien n'est jamais acquis,* conclut Marianne Streel,

Les paysannes boliviennes ont un rôle essentiel à jouer à travers leurs activités agricoles.

Graciela Lopez Quinteros (Bolivie)



Graciela Lopez.
Illustration © Philippe de Kemmeter

présidente de la Fédération wallonne des agricultrices (FWA). C'est particulièrement vrai pour les plus de 55 ans, qui n'ont pas connu l'égalité des genres telle qu'elle existe aujourd'hui. Les choses évoluent, de plus en plus de filles font des études d'agronomie et aujourd'hui quand un père remet sa ferme, ce ne sera plus nécessairement à son fils, mais à celui ou celle de ses enfants qui a le projet le plus intéressant. Mais il reste une grande différence entre Nord et Sud en matière d'agriculture familiale: la femme du Nord travaille au nom de l'exploitation alors que l'agricultrice du Sud va au champ pour nourrir sa famille. La sécurité alimentaire dépend de son travail, c'est clair que dans un système de surproduction comme nous connaissons au Nord, la question de la sécurité alimentaire ne se pose pas. Nous avons un système basé sur un marché ouvert, mais il ne faut pas oublier combien nous sommes dépendants de l'extérieur.» L'agriculture familiale reste donc essentielle à l'avenir, «*de par sa résilience.*» Au Nord, comme au Sud. ■■■

Propos recueillis par Sabine Schrader